

Ils seront forcés de tenir les eaux à une hauteur qui ne nuise à personne, et qui sera fixée par le directoire du département, d'après l'avis du directoire de district. En cas de contravention, la peine sera une amende qui ne pourra excéder la somme du dédommagement.

(238) DÉCR. 28 sept.—6 oct. 1791, concernant les biens et usages ruraux, et la police rurale, tit. II.

ART. 23. Un troupeau atteint de maladie contagieuse, qui sera rencontré au pâturage sur les terres du parcours ou de la vaine pâture, autres que celles qui auront été désignées pour lui seul, pourra être saisi par les gardes champêtres, et même, par toute personne; il sera ensuite mené au lieu du dépôt qui sera indiqué à cet effet par la municipalité.—Le maître de ce troupeau sera condamné à une amende de la valeur d'une journée de travail par tête de bête à laine, et à une amende triple par tête d'autre bétail.—Il pourra, en outre, suivant la gravité des circonstances, être responsable du dommage que son troupeau aurait occasionné, sans que cette responsabilité puisse s'étendre au-delà des limites de la municipalité.—A plus forte raison, cette amende et cette responsabilité auront lieu, si ce troupeau a été saisi sur les terres qui ne sont point sujettes au parcours ou à la vaine pâture.

(239) ANCIEN ART. 463. Dans tous les cas où la peine d'emprisonnement est portée par le présent Code, si le préjudice causé n'exécède pas vingt-cinq francs, et si les circonstances paraissent atténuantes, les tribunaux sont autorisés à réduire l'emprisonnement, même au-dessous de six jours, et l'amende, même au-dessous de seize francs. Ils pourront aussi prononcer séparément l'une ou l'autre de ces peines, sans qu'en aucun cas elle puisse être au-dessous des peines de simple police.

(240) C. D. P. 3 brum. an IV [25 oct. 1795].

ART. 600. Les peines de simple police sont celles qui consistent dans une amende de la valeur de trois journées de travail ou au-dessous, ou dans un emprisonnement qui n'exécède pas trois jours.—Elles se prononcent par les tribunaux de police.

(241) ARR. 26 brum. an X [17 nov. 1801].

Les communes seront rétablies dans la jouissan-

derrame ó de cualquiera otra manera. Estarán obligados á tener las aguas á una altura que á nadie perjudique, la que será fijada por el directorio del departamento, conforme á la opinion del directorio de distrito. En caso de contravencion, la pena será una multa que no podrá exceder del importe de la indemnizacion.

(238) DECR. de 28 de Setiembre—6 de Octubre de 1791, concerniente á los bienes y usos rurales y á la policia rural, tit. II.

ART. 23. Un rebaño atacado de enfermedad contagiosa, que se encuentre pastando en las tierras del comun ó incultas que no sean las que estén señaladas para él solo, podrá ser embargado por los guarda campos y aun por cualquiera otra persona, y se conducirá inmediatamente al lugar del depósito que se indicará con este fin por la municipalidad.—El dueño de este rebaño será condenado á una multa del valor de un dia de trabajo, por cada cabeza de ganado menor, y del triple por cada cabeza de otra clase de ganado.—Ademas, segun la gravedad de las circunstancias, podrá ser responsable del perjuicio que su rebaño hubiere ocasionado, sin que esta responsabilidad pueda estenderse mas allá de los límites de la municipalidad.—Con mucha mas razon, esta multa y responsabilidad, tendrán lugar, si el ganado ha sido embargado en terrenos que no estén comprendidos en el comun ó en los terrenos incultos.

(239) ANTIGUO ART. 463. En todos los casos en que la pena de prision se señala por el presente Código, si el perjuicio causado no excediere de veinticinco francos, y si las circunstancias parecieren atenuantes, están autorizados los tribunales para reducir la prision aun á menos de seis dias y la multa hasta menos de diez y seis francos. Tambien podrán imponer separadamente una ú otra de estas penas, sin que en ningun caso pueda ser inferior á las penas de simple policia.

(240) C. D. P. 3 brumario año IV [25 de Octubre de 1795].

ART. 600. Las penas de simple policia son las que consisten en una multa del valor de tres jornales de trabajo ó menos, ó en una prision que no exceda de tres dias.—Estas se aplican por los tribunales de policia.

(241) ARREGLO de 26 brumario año X [17 de Noviembre de 1801].

Las municipalidades se restablecerán en el go-

ce des amendes de police, qui leur ont été attribuées par la loi du 28 septembre—6 octobre 1791 (tit. 1^{er}, sect. 7, art. 3) pour être affectées au paiement de leurs charges communales, au désir de ladite loi.

(242) DÉCR. 28 sept.—6 oct. 1791, concernant les biens et usages ruraux, et la police rurale, tit. II.

ART. 5. Le défaut de paiement des amendes et des dédommagemens ou indemnités, n'entraînera la contrainte par corps que vingt-quatre heures après le commandement. La détention remplacera l'amende à l'égard des insolvables; mais sa durée en commutation de peine ne pourra excéder un mois. Dans les délits pour lesquels cette peine n'est point prononcée, et dans les cas graves où la détention est jointe à l'amende, elle pourra être prolongée du quart du temps prescrit par la loi.

(243) DÉCR. 28 sept.—6 oct. 1791, concernant les biens et usages ruraux, et la police rurale, tit. II.

ART. 3. Tout délit rural ci-après mentionné sera punissable d'une amende ou d'une détention, soit municipale, soit correctionnelle, ou de détention et d'amende réunies, suivant les circonstances et la gravité du délit, sans préjudice de l'indemnité qui pourra être due à celui qui aura souffert le dommage. Dans tous les cas, cette indemnité sera payable par préférence à l'amende. L'indemnité et l'amende sont dues solidairement par les délinquans.

(*) Le numéro 15 été ajouté à la ancien art. 471 par la loi du 28 avril 1832, art. 95.

L. de 16—24 août 1790, sur l'organisation judiciaire. Tit. XI. Des juges en matière de police.

ART. 3. Les objets de police confiés à la vigilance et à l'autorité des corps municipaux, sont:

1^o Tout ce qui intéresse la sûreté et la commodité du passage dans les rues, quais, places et voies publiques; ce qui comprend le nettoisement, l'illumination, l'enlèvement des encombrements, la démolition ou la réparation des bâtimens menaçant ruine, l'interdiction de rien exposer aux fenêtres ou autres parties des bâtimens qui puisse nuire par sa chute, et celle de rien jeter qui puisse bles-

ce de las multas de policia, que le fueron concedidas por la ley de 28 de Setiembre y 6 de Octubre de 1791 (tit. I, seccion VII, art. 3) por estar afectas al pago de sus cargas comunales, segun el deseo de dicha ley.

(242) DECR. de 28 de Setiembre—6 de Octubre de 1791, concerniente á los bienes y usos rurales y á la policia rural, tit. II.

ART. 5. La falta de pago de las multas y de las reparaciones é indemnizaciones, no acarreará el apremio corporal, sino veinticuatro horas despues del mandato. La detencion reemplazará á la multa respecto de los insolventes; pero su duracion por via de conmutacion de pena, no podrá exceder de un mes. En los delitos á que no se haya impuesto esta pena, y en los casos graves en que la detencion vaya unida á la multa, podrá prolongarse hasta una cuarta parte del tiempo prescrito por la ley.

(243) DECR. de 28 de Setiembre—6 de Octubre de 1791, concerniente á los bienes y usos rurales y á la policia rural, tit. II.

ART. 3. Todo delito rural de los que se mencionan en seguida, se castigará con una multa ó con una detencion, ya municipal, ya correccional, ó con detencion y multa reunidas, segun las circunstancias y la gravedad del delito, sin perjuicio de la indemnizacion á que fuere acreedor el que haya sufrido el daño. En todos los casos, esta indemnizacion será pagadera de preferencia á la multa. La indemnizacion y la multa obligarán solidariamente á los delincuentes.

(*) El número 15 ha sido agregado al antiguo artículo 471 por la ley de 28 de Abril de 1832, art. 95.

L. de 16—24 de Agosto de 1790, sobre la organizacion judicial, tit. XI. De los jueces en materia de policia.

ART. 3. Los objetos de policia confiados á la vigilancia y á la autoridad de los cuerpos municipales, son:

1^o Todo lo que interesa á la seguridad y á la comodidad del tránsito en las calles, pretilas, plazas y vias públicas; lo que comprende la limpieza, la iluminacion, quitar los escombros, la demolicion ó la reparacion de los edificios que amenacen ruina, la prohibicion de poner en las ventanas ó en otras partes de los edificios algunas cosas que puedan perjudicar en su caida, y la de impe-

ser ou endommager les passans, ou causer des exhalaisons nuisibles;

2° Le soin de réprimer et punir les délits contre la tranquillité publique, tels que les rixes et disputes accompagnées d'ameutemens dans les rues, le tumulte excité dans les lieux d'assemblée publique, les bruits et attroupemens nocturnes qui troublent le repos des citoyens;

3° Le maintien du bon ordre dans les endroits où il se fait de grands rassemblemens d'hommes, tels que les foires, marchés, réjouissances et cérémonies publiques, spectacles, jeux, cafés, églises, et autres lieux publics;

4° L'inspection sur la fidélité du débit des denrées qui se vendent au poids, à l'aune ou à la mesure, et sur la salubrité des comestibles exposés en vente publique;

5° Le soin de prévenir par les précautions convenables, et celui de faire cesser par la distribution des secours nécessaires, les accidens et fléaux calamiteux, tels que les incendies, les épidémies, les épizooties, en provoquant aussi, dans ces deux derniers cas, l'autorité des administrations de département et de district;

6° Le soin d'obvier ou de remédier aux événemens fâcheux qui pourraient être occasionnés par les insensés ou les furieux laissés en liberté, et par la divagation des animaux malfaisans ou féroces.

4. Les spectacles publics ne pourront être permis et autorisés que par les officiers municipaux.

DECR. 19-22 juil. 1791, relatif à l'organisation d'une police municipale et correctionnelle, tit I.

ART. 46. Aucun tribunal de police municipale, ni aucun corps municipal, ne pourra faire de réglemens: le corps municipal néanmoins pourra, sous le nom et l'intitulé de *délibération*, et sauf la réformation, s'il y a lieu, par la administration du département, sur l'avis de celle du district, faire des arrêtés sur les objets qui suivent:

1° Lorsqu'il s'agira d'ordonner les précautions locales sur les objets confiés à sa vigilance et à son autorité, par les articles 3 et 4 du titre XI du décret du 16 août, sur l'organisation judiciaire;

2° De publier de nouveau des lois et réglemens

dir que se arroje todo lo que pueda herir ó perjudicar á los transeuntes, ú ocasionar exhalaciones nocivas;

2° El cuidado de reprimir y castigar los delitos contra la tranquilidad pública, tales como las riñas y disputas acompañadas de motines en las calles, el tumulto escitado en los lugares de reunión pública, los ruidos y corrillos nocturnos que turben el reposo de los ciudadanos;

3° La conservacion del buen orden en los lugares en que se forman grandes reuniones de hombres, tales como las ferias, mercados, regocijos y ceremonias públicas, espectáculos, juegos, cafés, iglesias y demas lugares públicos;

4° La inspeccion sobre la fidelidad en el despacho de los efectos que se vendan por peso, por varas ó por medida, y sobre la salubridad de los comestibles puestos en venta pública;

5° El cuidado de prevenir por medio de precauciones convenientes, y el de hacer cesar por la distribucion de los socorros necesarios, los accidentes y azotes calamitosos, tales como los incendios, las epidemias y las epizootias, escitando tambien en estos dos últimos casos, la autoridad de las administraciones de departamento y de distrito;

6° El cuidado de evitar ó de remediar los acontecimientos desagradables que puedan ocasionarse por los insensatos ó furiosos que se dejaren en libertad y por la vagancia de los animales dañinos ó feroces;

4. Los espectáculos públicos no podrán permitirse ni autorizarse, sino por los oficiales municipales.

DECR. de 19-22 de Julio de 1791, relativo á la organizacion de una policia municipal y correctional, tit. I.

ART. 46. Ningun tribunal de policia municipal, ni ningun cuerpo municipal, podrá formar reglamentos: el cuerpo municipal sin embargo, podrá, bajo el título de *deliberacion*, y salvo la reforma, si ha lugar á ello, por la administracion del departamento y en virtud de la opinion de la del distrito, espedir decretos sobre los objetos que siguen:

1° Cuando se trate de mandar tomar las precauciones locales, sobre los objetos confiados á su vigilancia y á su autoridad, por los artículos 3 y 4 del tit. XI, del decreto de 16 de Agosto, sobre la organizacion judicial;

2° Cuando se traten de publicar de nuevo, le-

de police, ou de rappeler les citoyens à leur observation.

(244) C. D. P. 3 brum. an IV [25 oct. 1795].

ART. 605. Seront punis des peines de simple police,—1° Ceux qui négligent d'éclairer ou nettoyer les rues devant leurs maisons, dans les lieux où ce soin est à la charge des habitans;—2° Ceux qui embarrassent ou dégradent les voies publiques;—3° Ceux qui contreviennent à la défense de rien exposer sur les fenêtres ou au-devant de leurs maisons sur la voie publique, de rien jeter qui puisse nuire ou endommager par sa chute, ou causer des exhalaisons nuisibles;—4° Ceux qui laissent divaguer des insensés ou furieux, ou des animaux malfaisans ou féroces;—5° Ceux qui exposent en vente des comestibles gâtés, corrompus ou nuisibles;—6° Les boulangers et bouchers qui vendent le pain ou la viande au-delà du prix fixé par la taxe légalement faite et publiée;—7° Les auteurs d'injures verbales, dont il n'y a pas de poursuite par la voie criminelle;—8° Les auteurs de rixes, attroupemens injurieux ou nocturnes, voies de fait et violences légères, pourvu qu'ils n'aient blessé, ni frappé personne, et qu'ils ne soient pas notés, d'après les dispositions de la loi du 19 juillet 1791, comme *gens sans aveu, suspects ou mal intentionnés*, auxquels cas ils ne peuvent être jugés que par le tribunal correctionnel;—9° Les personnes coupables des délits mentionnés dans le titre II de la loi du 28 septembre 1791, sur la police rurale, lesquelles, d'après ses dispositions, étaient dans le cas d'être jugées par voie de police municipale.

606. Le tribunal de police gradue, selon les circonstances, et le plus ou moins de gravité du délit, les peines qu'il est chargé de prononcer, sans néanmoins qu'elles puissent, en aucun cas, ni être au-dessous d'une amende de la valeur d'une journée de travail ou d'un jour d'emprisonnement, ni s'élever au-dessus de la valeur de trois journées de travail ou de trois jours d'emprisonnement.

(*) La fin de ce numéro 4 a été ajoutée à l'ancien article 475 par la loi du 28 avril 1832, art. 96.

(*) Les deux numéros 14 et 15 ont été ajoutés à l'ancien article 475 par la loi du 28 avril 1832, art. 96.

(**) Cette disposition a été ajoutée à l'ancien

yes y reglamentos de policia, ó de recordar á los ciudadanos su observancia.

(244) C. D. P. 3 brumario año IV [25 de Octubre de 1795].

ART. 605. Se castigarán con penas de simple policia,—1° Los que descuidaren alumbrar ó limpiar las calles al frente de sus casas, en los lugares en que este cuidado esté á cargo de los habitantes;—2° Los que estorbaren ó maltrataren las vias públicas;—3° Los que contravinieren á la prohibicion de poner en sus ventanas ó delante de sus casas en la vía pública algunas cosas, ó que arrojen otras que puedan perjudicar ó dañar por su caída, ó causar exhalaciones nocivas;—4° Los que dejen vagar á los insensatos ó furiosos, ó animales dañinos ó feroces;—5° Los que espongan en venta comestibles dañados, corrompidos ó nocivos;—6° Los panaderos y carniceros que vendan el pan ó la carne, mas caro que el precio fijado por la cuota legalmente hecha y publicada;—7° Los autores de injurias verbales que no puedan perseguirse por la vía criminal;—8° Los autores de riñas, corrillos injuriosos ó nocturnos, vias de hecho y violencias ligeras, con tal que no hayan herido ó golpeado á nadie y que no estén notados conforme á las disposiciones de la ley de 19 de Julio de 1791, como *gentes sin domicilio, sospechosas ó mal intencionadas*, en cuyos casos solo pueden ser juzgados por el tribunal correccional;—9° Las personas culpables de los delitos mencionados en el tit. II, de la ley de 28 de Setiembre de 1791, sobre la policia rural, quienes, segun sus disposiciones, estaban en el caso de ser juzgadas por la vía de policia municipal.

606. El tribunal de policia, graduará, segun las circunstancias y la mayor ó menor gravedad del delito, las penas que está encargado de aplicar, sin que sin embargo, en ningun caso puedan ser menores de una multa del valor de un dia de trabajo ó de un dia de prision, ni mayores del valor de tres dias de trabajo ó de tres dias de prision.

(*) El final de este número 4 se ha agregado al antiguo artículo 475 por la ley de 28 de Abril de 1832, art. 96.

(*) Los dos números 14 y 15 se han agregado al antiguo art. 475 por la ley de 28 de Abril de 1832, art. 96.

(**) Esta disposicion se ha agregado al antiguo

article 476 par la loi du 28 avril 1832 (art. 97) conformément à la loi du 28 juin 1828.

(***) Ce numéro 4 a été ajouté à l'ancien article 477, par la loi du 28 avril 1832, article 98.

(*) Le second alinéa de cet article a été ajouté à l'ancien article 478 par la loi du 28 avril 1832, art. 99.

(*) La fin de ce numéro 6 et les numéros 9, 10, 11 et 12 ont été ajoutés à l'ancien article 479 par la loi du 28 avril 1832, art. 100.

(**) La fin de ce numéro 3 a été ajouté à l'ancien article 480 par la loi du 28 avril 1832, art. 101.

(*) Ce second alinéa a été ajouté à l'ancien article 483 par la loi du 28 avril 1832, art. 102.

art. 476 por la ley de 28 de Abril de 1832 (art. 97), conforme á la ley de 28 de Junio de 1828.

(***) Este número 4 se ha agregado al antiguo art. 477 por la ley de 28 de Abril de 1832. art. 98.

(*) El segundo punto y aparte de este art., se ha agregado al antiguo art. 478 por la ley de 28 de Abril de 1832, art. 99.

(*) El final de este número 6 y los números 9, 10, 11 y 12, se han agregado al antiguo art. 479 por la ley de 28 de Abril de 1832, art. 100.

(**) El final de este número 3 se ha agregado al antiguo art. 480 por la ley de 28 de Abril de 1832, art. 101.

(*) Este segundo punto y aparte se ha agregado al antiguo art. 483 por la ley de 28 de Abril de 1832, art. 102.

FIN DEL CODIGO PENAL.

NOTA.—Las tarifas que señalan los derechos que se devengan por las diligencias judiciales que disponen este Código y el de Instruccion Criminal, están ya publicadas por apéndice á este último.

INDICE

De las materias que contiene el Código Penal.

DISPOSITIONS PRÉLIMINAIRES..... art. 1 à 5	DISPOSICIONES PRELIMINARES..... art. 1 al 5
LIVRE PREMIER.	LIBRO PRIMERO.
Des peines en matière criminelle et correctionnelle, et de leurs effets. 6 — 58	De las penas en materia criminal, correccional y de sus efectos. 6 — 58
CHAP. I. Des peines en matière criminelle..... 12 — 39	CAP. I. De las penas en materia criminal..... 12 — 39
CHAP. II. Des peines en matière correctionnelle..... 40 — 43	CAP. II. De las penas en materia correccional..... 40 — 43
CHAP. III. Des peines et des autres condamnations qui peuvent être prononcées pour crimes ou délits..... 44 — 55	CAP. III. De las penas y de las demas condenas que puedan pronunciarse por crímenes ó delitos..... 44 — 55
CHAP. IV. Des peines de la récidive pour crimes et délits. 56 — 58	CAP. IV. De las penas por reincidencia en los crímenes y delitos..... 56 — 58
LIVRE DEUXIEME.	LIBRO SEGUNDO.
Des personnes punissables, excusables ou responsables, pour crimes ou pour délits.	De las personas punibles, excusables ó responsables por crímenes ó delitos.
CHAPITRE UNIQUE..... 59 — 74	CAPÍTULO ÚNICO..... 59 — 74
LIVRE TROISIEME.	LIBRO TERCERO.
Des crimes, des délits, et de leur punition.	De los crímenes, de los delitos y de su castigo.
TITRE I. CRIMES ET DÉLITS CONTRE LA CHOSE PUBLIQUE.. 75 — 294	TÍTULO I. CRÍMENES Y DELITOS CONTRA LA COSA PÚBLICA. 75 — 294
CHAP. I. Crimes et délits contre la sûreté de l'État... 75 — 108	CAP. I. Crímenes y delitos contra la seguridad del Estado..... 75 — 108
Sect. I. Des crimes et délits contre la sûreté extérieure de l'État..... 75 — 85	Sec. I. De los crímenes y delitos contra la seguridad exterior del Estado..... 75 — 85
Sect. II. Des crimes contre la sû-	Sec. II. De los crímenes contra